



**Ministère des
Finances**

1997-1998

Province de l'Ontario

Rapport annuel

Ce document est également publié en anglais
This publication is also available in English

ISSN 1206-0437

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1998

Table des matières

Message de l'honorable Ernie Eves, ministre des Finances	1
Revue de l'année	2
Points saillants de l'économie	3
Points saillants des finances	7
Provenance des recettes	9
Dépenses par catégories principales	10
Sommaire des changements sur le plan des recettes au cours de l'exercice	11
Sommaire des changements sur le plan des dépenses au cours de l'exercice	14
Emprunts et gestion de la dette	16
Statistiques financières et économiques sur une période de cinq ans	18
États financiers condensés	19
Opinion du vérificateur provincial sur les états financiers condensés de la province de l'Ontario	20
Énoncé de responsabilité des états financiers condensés	21
État du fonctionnement et du déficit accumulé	22
État de la situation financière	23
État de l'évolution de la situation financière	24
Résumé des principales conventions comptables	25
Sources de renseignements supplémentaires	27
Questionnaire	29

Message de l'honorable Ernie Eves, ministre des Finances

J'ai le plaisir de présenter le rapport annuel de la province de l'Ontario pour l'exercice terminé le 31 mars 1998. Notre troisième rapport annuel renferme des détails des réalisations du gouvernement sur le plan financier et présente un résumé des résultats financiers.

Les *Comptes publics de l'Ontario 1997-1998*, que je sou mets en même temps que le présent rapport, renferment les états financiers de la province, l'opinion du vérificateur provincial sur ces états financiers et des renseignements financiers plus détaillés.

Pour la troisième année consécutive, les états financiers indiquent que le gouvernement de l'Ontario excède les objectifs fixés sur le plan financier dans le plan visant à équilibrer le budget. Le déficit de 1997-1998 s'est élevé à 4 milliards de dollars, ce qui représente 2,6 milliards de dollars de moins que les 6,6 milliards de dollars prévus dans le plan visant à équilibrer le budget et 1,2 milliard de moins que les prévisions du budget de 1998.

Le déficit a été considérablement plus faible que prévu grâce en partie à des prévisions prudentes et à une forte croissance économique.

L'économie de la province est restée forte en 1997, affichant un taux de croissance de 4,4 %. Ce taux a été supérieur au taux de croissance du PIB réel de 3,2 % prévu dans le budget de 1997. De plus, la vigueur de l'économie a soutenu la forte croissance de l'emploi. Depuis le discours du Trône de septembre 1995, le secteur privé de l'Ontario a créé 302 000 emplois nets.

Nous nous sommes engagés à équilibrer le budget de la province d'ici l'exercice 2000-2001, et les résultats affichés en 1997-1998 indiquent que nous sommes sur la bonne voie pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé à cet égard.

Nous aimerions recevoir vos commentaires. Si vous pensez à des façons d'améliorer les renseignements fournis dans les comptes publics et le rapport annuel, veuillez remplir la formule à la page 29 du présent document et nous la retourner.

Veuillez agréer mes sincères salutations.

Le ministre des Finances,

Ernie Eves, c.r.
Toronto, septembre 1998

Revue de l'année

Conformément au plan du gouvernement visant à équilibrer le budget d'ici l'exercice 2000-2001, le déficit a poursuivi sa tendance à la baisse, passant de 6 905 millions de dollars en 1996-1997 à 3 966 millions de dollars en 1997-1998. Pour la troisième année consécutive, le gouvernement a dépassé son objectif de réduction du déficit. En 1995-1996, l'objectif de 9 308 millions de dollars a été dépassé de 508 millions de dollars; en 1996-1997, l'objectif qui s'établissait à 8 180 millions de dollars a été dépassé de 1 275 millions de dollars; et en 1997-1998, le déficit a été de 2 614 millions de dollars inférieur à l'objectif de 6 580 millions de dollars indiqué dans le budget de 1997.

Points saillants des finances 1997-1998 (en millions de dollars)

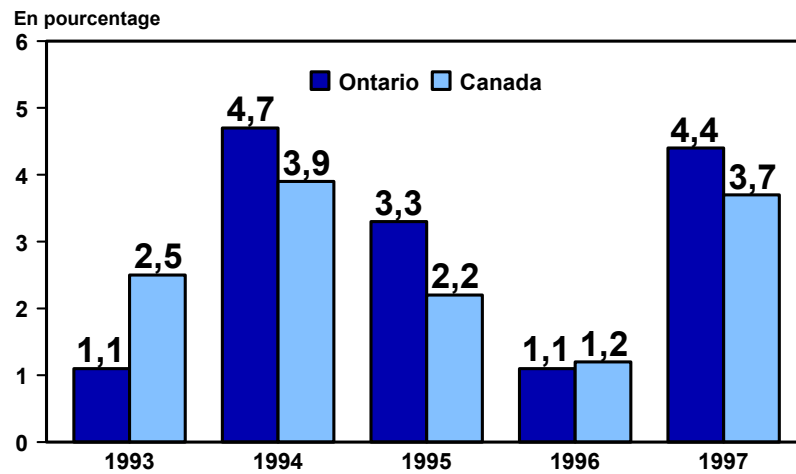
	1996-1997	1997-1998
Recettes	49 450	52 488
Dépenses	56 355	56 454
Déficit	6 905	3 966

Points saillants de l'économie

Croissance du produit intérieur brut (PIB) réel

L'économie ontarienne a affiché un fort taux de croissance en 1997, soit de 4,4 %. Cette vigoureuse croissance au cours de l'année civile 1997 a été stimulée par plusieurs secteurs, dont les ménages, les entreprises et les exportations.

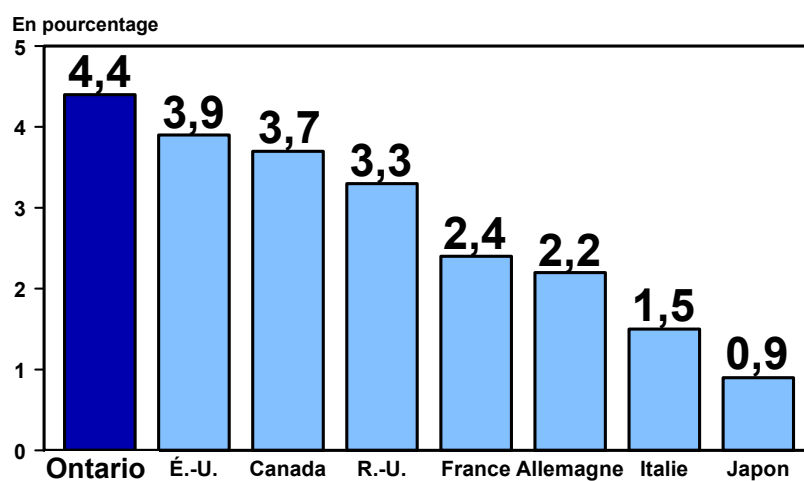
Comparaison de la croissance du PIB réel Ontario et Canada 1993 - 1997



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario

La croissance de l'Ontario en 1997 a découlé principalement de la hausse de 19,1 % dans le secteur de la construction résidentielle, de 18,7 % des investissements des entreprises dans le matériel et l'outillage et de 10,3 % des exportations. La construction non résidentielle et les dépenses de consommation ont également contribué à l'essor économique, ayant affiché une hausse respective de 7,4 et de 4,5 %. La croissance de l'Ontario en 1997 a dépassé celle de tous les grands pays industrialisés.

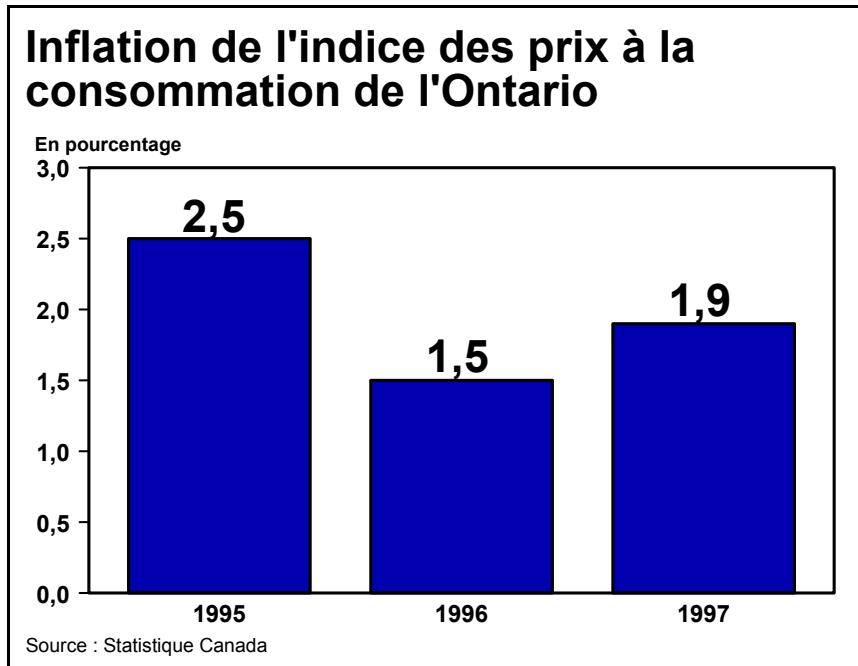
Comparaison de la croissance du PIB réel Ontario et pays du G7, 1997



Sources : Statistique Canada, OCDE et ministère des Finances de l'Ontario

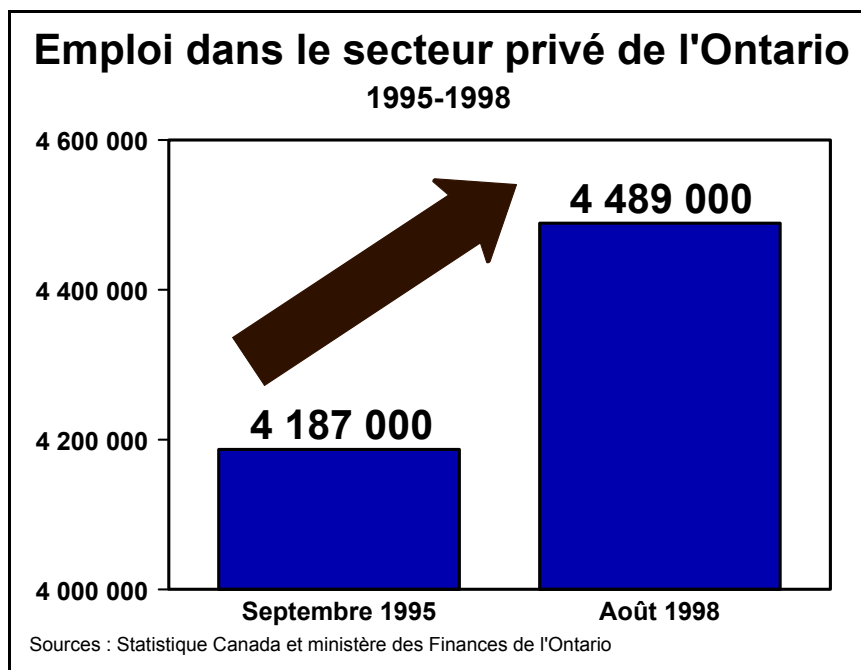
Inflation de l'indice des prix à la consommation

Le taux d'inflation de l'Ontario, mesuré selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC), a été de 1,9 % en 1997, ce qui représente une légère augmentation par rapport au taux de 1,5 % affiché en 1996. Le taux d'inflation a diminué au cours de 1997, atteignant 1,1 % au quatrième trimestre (d'octobre à décembre 1997). La forte croissance économique n'a toujours pas exercé de pression sur les prix dans la province en 1997.



Emploi

Depuis le discours du Trône de septembre 1995, le secteur privé de l'Ontario a créé 302 000 emplois nets.



Les hausses les plus importantes ont été enregistrées dans le secteur des services personnels et commerciaux (118 000 nouveaux emplois), dans le secteur manufacturier (79 000 nouveaux emplois), et dans le secteur du commerce de gros et de détail (55 000 nouveaux emplois).

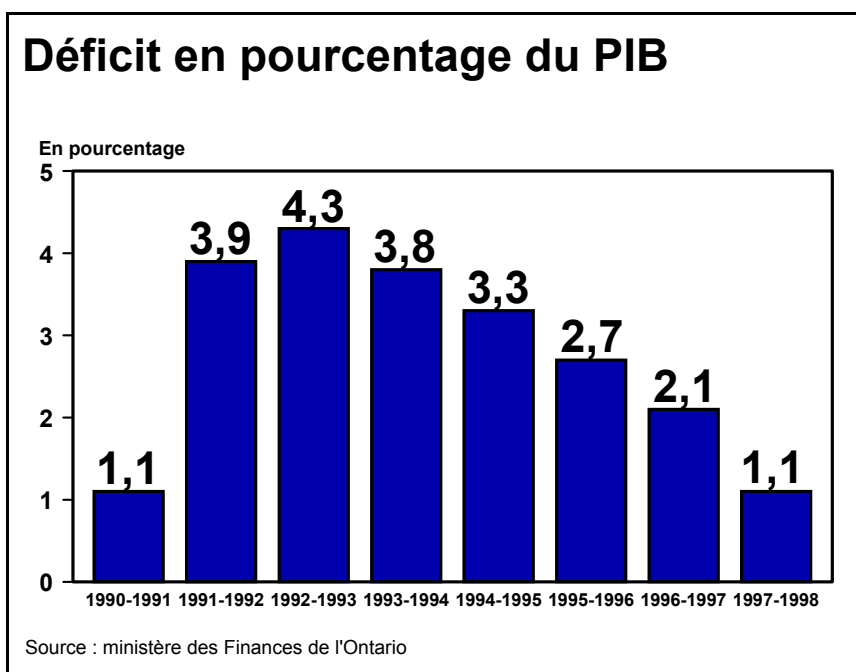
Depuis septembre 1995, le taux de chômage a diminué de 1,2 %, passant de 8,4 à 7,2 %.

Points saillants des finances

Le gouvernement dépasse son objectif de réduction du déficit pour la troisième année consécutive

Le gouvernement réussit, grâce à une planification prudente et à une forte croissance économique, à dépasser les objectifs de réduction du déficit fixés dans le plan visant à équilibrer le budget. Le déficit de 1997-1998 établi à 3 966 millions de dollars a dépassé de 2 614 millions de dollars l'objectif de 6 580 millions de dollars fixé dans le plan budgétaire.

Le déficit pour 1997-1998 de 3 966 millions de dollars représente une réduction de 2 939 millions de dollars par rapport au déficit de 1996-1997 qui s'est chiffré à 6 905 millions de dollars. Depuis 1992-1993, la part de l'économie que représente le déficit est passée d'un sommet de 4,3 % à 1,1 % du PIB en 1997-1998.



Il n'a pas été nécessaire de puiser dans la réserve de 650 millions de dollars prévue dans le budget de 1997 afin de protéger le plan financier contre les risques imprévus, tels que les changements imprévisibles et défavorables sur le plan des perspectives économiques; ce montant a donc servi à la réduction du déficit.

Recettes

Les recettes de 1997-1998, qui ont totalisé 52,5 milliards de dollars, ont augmenté de 3 milliards de dollars par rapport aux chiffres affichés en 1996-1997.

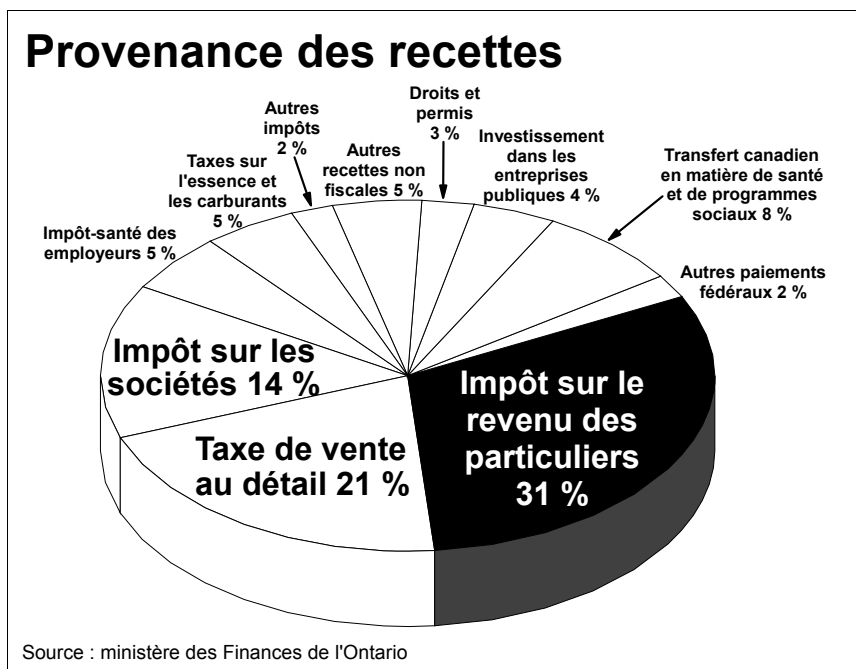
L'augmentation des recettes a découlé principalement de la forte croissance de l'économie qui s'est poursuivie et des 519 millions de dollars de dépenses de transition associées au remaniement des services locaux qui ont été remboursées par les municipalités. Les recettes fiscales se sont accrues de 2,7 milliards de dollars; les paiements fédéraux ont quant à eux diminué de 0,7 milliard de dollars.

Dépenses

On a continué à surveiller de près les dépenses du gouvernement au cours de l'exercice. Les dépenses totales ont augmenté de 99 millions de dollars par rapport à celles de 1996-1997 et sont passées à 56,5 milliards de dollars en 1997-1998. On a procédé, dans le cadre du plan financier, à des investissements importants en vue d'appuyer les initiatives de restructuration dans les secteurs clés comme la santé, l'éducation et les administrations municipales. Ces investissements se sont chiffrés à 2,2 milliards de dollars en 1996-1997 et à 1,6 milliard en 1997-1998.

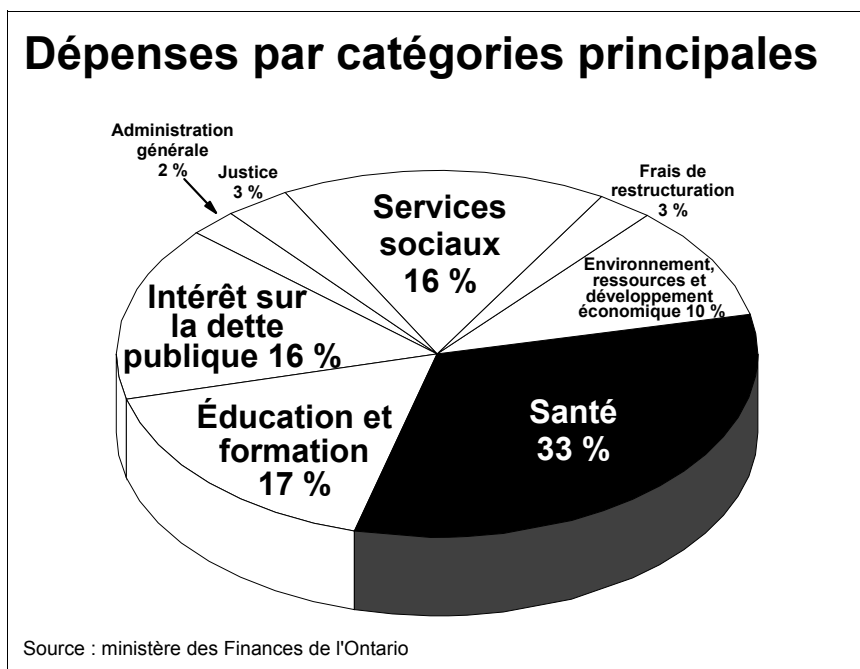
Provenance des recettes

Les recettes pour 1997-1998 totalisaient 52,5 milliards de dollars : 78 % provenant des recettes fiscales, 10 % des paiements de transfert fédéraux, 8 % des autres recettes et 4 % des investissements dans des entreprises publiques.



Dépenses par catégories principales

Les dépenses du gouvernement provincial ont totalisé 56,5 milliards de dollars en 1997-1998. Environ deux tiers de ce montant étaient liés aux programmes sociaux, notamment la santé, l'éducation et les services sociaux. L'intérêt sur la dette impayée de l'Ontario a représenté 16 % des dépenses. Les autres 18 % ont été consacrés à la restructuration ainsi qu'à l'environnement, aux ressources et au développement économique, à la justice et à l'administration générale.



Sommaire des changements sur le plan des recettes au cours de l'exercice

Les recettes ont totalisé 52 488 millions de dollars en 1997-1998, soit 4 088 millions de dollars de plus que les 48 400 millions de dollars prévus dans le budget de 1997. Cette augmentation est attribuable à la vigueur de l'économie, aux projections prudentes du budget et au remboursement par les municipalités de dépenses de transition de 519 millions de dollars consacrées au remaniement des services locaux.

Sommaire des changements sur le plan des recettes en 1997-1998 (en millions de dollars)

Recettes fiscales

Impôt sur le revenu des particuliers	1 803	
Impôt sur les sociétés	1 006	
Taxe de vente au détail	453	
Impôt-santé des employeurs	211	
Droits de cession immobilière	115	
Autres (y compris les taxes sur l'essence et les carburants et l'impôt sur les bénéfices miniers)	108	
		3 696

Paiements de transfert du gouvernement fédéral

Transfert en matière de santé et de programmes sociaux	(235)	
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	(85)	
Tempête de verglas	212	
Autres	(89)	
		(197)

Recettes provenant des entreprises publiques

Société des casinos de l'Ontario	31	
Régie des alcools de l'Ontario	15	
Société des loteries de l'Ontario	(71)	
Autres	(4)	
		(29)

Autres recettes

Remboursement de dépenses par des municipalités	519	
Redevances	61	
Amendes et pénalités	84	
Ventes et locations	137	
Autres (y compris les droits et permis de la RAO et d'autres droits et permis)	(183)	
		618

Changements totaux sur le plan des recettes au cours de l'exercice	4 088
---	--------------

- , Les recettes découlant de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) ont dépassé de 1 803 millions de dollars les projections du budget de 1997 en raison de la plus forte augmentation des revenus en 1997 et des cotisations plus élevées que prévu quant à l'IRP de 1996. De ce montant, 1 016 millions de dollars s'expliquent par le fait que les recettes estimatives découlant de l'IRP de 1996-1997 sont supérieures au montant figurant dans les *Comptes publics de l'Ontario 1996-1997*. Conformément aux directives du Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public, on tient compte en 1997-1998 de la différence entre le montant estimatif plus élevé et le montant estimatif indiqué dans les *Comptes publics de l'Ontario 1996-1997*.
- , Les recettes découlant de l'impôt sur les sociétés ont été de 1 006 millions de dollars plus élevées que selon les prévisions du budget de 1997 en raison de la forte croissance des profits affichés par les sociétés en 1997. En effet, ces profits ont augmenté de 16,8 % par rapport aux 13,8 % prévus dans le budget de 1997.
- , Grâce à l'importance des dépenses engagées par les consommateurs et les entreprises de la province en 1997, les recettes découlant de la taxe de vente au détail ont excédé de 453 millions de dollars les prévisions du budget de 1997.
- , Les recettes de l'impôt-santé des employeurs ont été de 211 millions de dollars plus élevées que les prévisions du budget de 1997 en raison de la croissance plus rapide que prévu des revenus en 1997.
- , La vigueur du marché de la revente de logements a entraîné une hausse des recettes résultant des droits de cession immobilière, qui ont excédé de 115 millions de dollars les prévisions du budget de 1997.
- , Les paiements de transfert du gouvernement du Canada pour 1997-1998 se sont élevés à 5 098 millions de dollars, ce qui représente 197 millions de dollars de moins que les montants indiqués dans le budget de 1997. Cette diminution est en grande partie attribuable aux paiements inférieurs de 235 millions de dollars au chapitre du programme Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour 1997-1998 en raison de recettes plus élevées que prévu provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers. Selon la formule utilisée par le gouvernement fédéral pour répartir les paiements dans le cadre de ce programme, toute augmentation des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'Ontario réduit les paiements versés par le gouvernement fédéral à la province au titre de ce programme. Les recettes provenant du programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario pour 1997-1998 ont été de 85 millions de dollars inférieures aux projections du budget de 1997 parce que certains projets commencés en 1997-1998 prennent fin en 1998-1999. Le gouvernement fédéral a versé 212 millions de dollars pour contribuer à l'indemnisation des particuliers, des entreprises et des municipalités qui ont été touchés par la tempête de verglas qui s'est produite dans l'Est de la province.
- , Les recettes découlant des investissements dans les entreprises publiques se sont chiffrées à 29 millions de dollars de moins que ce qui avait été prévu dans le budget de 1997. Les recettes de la Société des loteries de l'Ontario ont été inférieures de 71

millions de dollars en raison de modifications apportées aux plans relatifs aux activités de jeu de bienfaisance dans la province. Cette diminution a été en partie contrebalancée par les recettes plus élevées de la Société des casinos de l'Ontario et de la Régie des alcools de l'Ontario.

- , Les autres recettes ont été de 618 millions de dollars supérieures aux prévisions du budget de 1997 en raison principalement des 519 millions de dollars qui y ont été ajoutés à la suite du remboursement par des municipalités de dépenses de transition associées au remaniement des services locaux. Des montants plus élevés au chapitre des redevances, des amendes et pénalités ainsi que des ventes et locations ont également contribué à la hausse des autres recettes.

Sommaire des changements sur le plan des dépenses au cours de l'exercice

Les dépenses ont excédé les prévisions du plan budgétaire de 1997 de 2 124 millions de dollars en raison principalement des investissements accrus en cours d'exercice de 985 millions de dollars aux fins de la restructuration; d'une hausse de 698 millions de dollars des dépenses au chapitre du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario; d'une augmentation de 329 millions de dollars des dépenses dans le secteur de la santé; et d'économies de 461 millions de dollars réalisées au chapitre de l'intérêt sur la dette publique.

Principaux changements subis par les dépenses par rapport aux chiffres du plan budgétaire de 1997

- , La provision pour les frais de restructuration a été augmentée de 985 millions de dollars au cours de l'exercice; elle est ainsi passée à 1 595 millions de dollars en vue d'appuyer les initiatives de restructuration prises dans les secteurs des services de santé, de l'éducation et des administrations municipales.
- , Les dépenses au chapitre du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ont augmenté de 698 millions de dollars au cours de l'exercice en raison principalement des dépenses supplémentaires associées à l'obligation accrue de la province en vertu de la convention de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario et à l'amélioration des prestations à laquelle ont convenu dernièrement la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et la province.
- , La hausse de 329 millions de dollars des dépenses dans le secteur de la santé est attribuable en grande partie au recours accru aux services offerts par les médecins et aux programmes de médicaments, à une provision spéciale pour fournir une aide financière aux personnes qui ont contracté l'hépatite C ou qui ont été infectées à la suite de transfusions sanguines, et aux fonds supplémentaires accordés pour les personnes âgées, les personnes qui ont besoin de soins continus et les enfants qui ont un handicap.
- , L'aide accordée aux particuliers, aux petites entreprises, aux agriculteurs et aux établissements publics qui ont été affectés par la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario a fait grimper les coûts de 261 millions de dollars. La part assumée par le gouvernement fédéral est de 212 millions de dollars; on a tenu compte de cette contribution dans les recettes provinciales.
- , Des économies de 461 millions de dollars en intérêt sur la dette publique ont résulté principalement des taux d'intérêt inférieurs à ceux des prévisions prudentes du budget. Les besoins de trésorerie moins importants et les revenus de placement plus élevés que prévu ont également contribué à ces économies.
- , Les dépenses associées aux régimes de retraite des fonctionnaires et du SEFPO ont diminué de 231 millions de dollars en raison principalement des meilleurs résultats obtenus par les

placements et des taux d'intérêt plus bas.

Frais de restructuration

En raison de l'envergure des activités actuelles de restructuration dans les services de santé, l'éducation et les administrations municipales, le gouvernement a investi des montants considérables dans ces secteurs clés en 1997-1998. Les frais totaux de restructuration se sont élevés à 1 595 millions de dollars. Ces montants comportaient entre autres :

- , Des frais totalisant 998 millions de dollars pour contribuer à la restructuration des municipalités, notamment :
 - 829 millions de dollars pour l'exonération des responsabilités qui incombent à la province en raison de l'annulation de l'entente de subvention pour immobilisations de la Commission de transport de Toronto/Ville de Toronto;
 - 50 millions de dollars pour les coûts associés au transfert de la responsabilité de certaines routes à des municipalités;
 - 23 millions de dollars pour les réserves de capital aux fins des coopératives d'habitation et des logements à but non lucratif;
 - 96 millions de dollars de plus pour la provision relative aux coûts de retrait associés au remaniement des services locaux.
- , Une provision de 532 millions de dollars pour la restructuration des services de santé afin de tenir compte de la part des coûts de remaniement des services hospitaliers assumée par le gouvernement dans les communautés qui ont des plans de restructuration des hôpitaux.
- , Des frais de 224 millions de dollars pour la fusion des conseils scolaires.
- , Une réduction nette de 159 millions de dollars des dépenses associées aux primes de départ des employés de la fonction publique de l'Ontario en 1997-1998 en raison des frais associés à ces primes résultant des décisions prises par le gouvernement au cours de l'année sur le plan de la restructuration, qui ont été contrebalancés par une révision à la baisse des provisions relatives aux primes de départ inscrites en 1995-1996 et en 1996-1997.

Emprunts et gestion de la dette

Programme d'emprunt de 1997-1998

La province a emprunté 11,3 milliards de dollars sur les marchés financiers pour financer le déficit, refinancer la dette échue et rembourser la dette à court terme. La valeur nominale des emprunts contractés s'élève à 10,8 milliards de dollars et le produit reçu au-delà de cette valeur, à 0,5 milliard de dollars.

Le marché du dollar canadien est resté la source principale de fonds pour l'Ontario, ayant représenté plus de 86 % des emprunts à long terme contractés au cours de l'année (9,8 milliards de dollars des 11,3 milliards de dollars empruntés). Du montant total des emprunts effectués au Canada, 6 milliards de dollars l'ont été sur une durée de 30 ans afin de profiter de la faiblesse des taux d'intérêt à long terme. Les résidents de la province ont investi 1,5 milliard de dollars lors de la troisième période de vente des Obligations d'épargne de l'Ontario. De plus, afin d'améliorer la liquidité et négociabilité des prochains billets à moyen terme d'une plus longue durée sur le marché intérieur, la province a lancé un billet à moyen terme de référence à l'intention des investisseurs institutionnels.

Sur le plan international, l'Ontario a emprunté en yens japonais et en francs français. La province a obtenu 0,8 milliard de dollars d'investisseurs japonais grâce à cinq émissions distinctes, notamment d'euro-obligations à moyen terme et d'obligations samurāi (obligations émises sur le marché intérieur japonais par des émetteurs qui ne sont pas japonais). La deuxième émission d'obligations en francs français de l'Ontario a permis de recueillir 0,7 milliard de dollars.

Gestion de la dette

La dette totale de l'Ontario à ses propres fins comprend les emprunts contractés aux fins de la province, les dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario et d'autres éléments de passif. Le 31 mars 1998, la dette totale de l'Ontario à ses propres fins s'établissait à 105,5 milliards de dollars. Près du tiers de ce montant (32,7 milliards de dollars) est sous forme de débentures non négociables ou non publiques des régimes de retraite du secteur public de l'Ontario, du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

La gestion prudente de la dette est au cœur des efforts déployés par le gouvernement pour réduire l'ensemble de la dette. Cette politique s'articule autour de principes clés, dont la gestion de la dette en vue d'assurer une stabilité et d'obtenir les coûts les plus bas possibles, le choix d'échéanciers judicieux de façon à procéder à des remboursements sur une base régulière et l'exposition limitée de l'Ontario aux fluctuations des taux d'intérêt et de change. Les notes 2 et 3 afférentes aux états financiers des *Comptes publics de l'Ontario 1997-1998* renferment des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Près du tiers (34,2 milliards de dollars) des emprunts de l'Ontario à ses propres fins ont été contractés en devises étrangères. Au 31 mars 1998, toute la dette de la province à ses propres fins, à l'exception de 0,5 milliard de dollars (0,5 %), avait été convertie ou couverte en dollars canadiens en utilisant des techniques de gestion des risques. Les politiques en place limitent

l'exposition aux devises étrangères à 5 % ou moins de la dette totale de l'Ontario à ses propres fins.

Tout au long de l'année, la proportion de la dette à taux flottant a été bien inférieure à la limite de 20 % de la dette totale de l'Ontario à ses propres fins établie dans les politiques. Le pourcentage de la dette à taux flottant par rapport à la dette totale de l'Ontario à ses propres fins (déduction faite des réserves liquides) est passé de 3,7 % en moyenne en 1996-1997 à 7,3 % en moyenne (7,5 milliards de dollars) en 1997-1998. Le 31 mars 1998, la dette à taux flottant représentait 2,4 % de la dette totale de l'Ontario à ses propres fins comparativement à 3,4 % le 31 mars 1997. La dette à taux flottant est inférieure à la fin de l'année puisque les réserves liquides sont alors accrues pour répondre aux besoins de liquidités lors du processus de préparation du budget, soit une période allant jusqu'à deux mois au cours de laquelle l'Office ontarien de financement n'a pas recours aux marchés financiers.

Ontario Hydro

L'Office ontarien de financement coordonne les activités de financement avec Ontario Hydro afin d'optimiser l'accueil réservé au crédit de l'Ontario sur les marchés financiers canadiens et internationaux.

Par le passé, la province contractait des emprunts pour Ontario Hydro aux États-Unis et auprès du Régime de pensions du Canada. Le 31 mars 1998, les emprunts contractés par la province pour Ontario Hydro totalisaient 2,9 milliards de dollars, ce qui représentait 0,2 milliard de dollars de moins que les 3,1 milliards de dollars d'emprunts impayés à la fin de 1996-1997. En plus des 2,9 milliards de dollars d'emprunts contractés par la province pour Ontario Hydro, la province garantit des titres émis directement par Ontario Hydro d'une valeur de 27,8 milliards de dollars au 31 mars 1998.

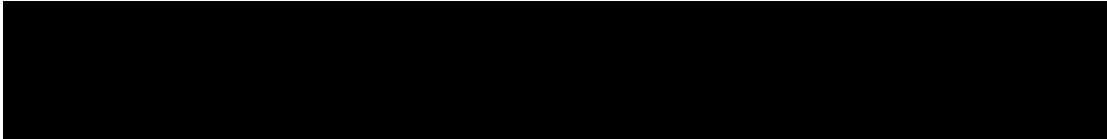
Le 6 novembre 1997, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il proposait de restructurer le réseau électrique de la province et d'établir d'ici l'an 2000 un marché concurrentiel pour les clients qui se procurent de l'électricité en gros ou au détail. Des renseignements plus détaillés sur les liens qui existent entre la province de l'Ontario et Ontario Hydro se trouvent à la note 6 afférente aux états financiers des *Comptes publics de l'Ontario 1997-1998*.

Statistiques financières et économiques sur une période de cinq ans

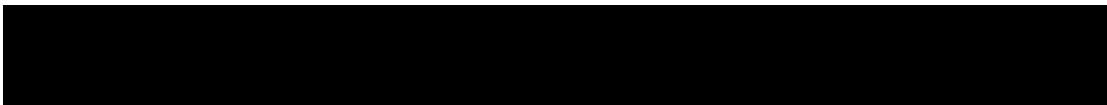
en millions de dollars	1993- 1994	1994- 1995	1995-1996	1996- 1997	1997- 1998
Recettes	43 674	46 039	49 473	49 450	52 488
Dépenses :					
Programmes et immobilisations	47 747	48 336	48 944	45 568	46 130
Intérêt sur la dette publique	7 129	7 832	8 475	8 607	8 729

18 RAPPORT ANNUEL DE 1997-1998

Restructuration			854	2 180	1 595
Total des dépenses	54 876	56 168	58 273	56 355	56 454
Déficit	11 202	10 129	8 800	6 905	3 966
Dette de l'Ontario					
Emprunts contractés aux fins de la province	76 714	85 711	98 407	98 392	101 982
Caisse d'épargne de l'Ontario	2 059	2 089	2 220	2 135	2 245
Autres éléments de passif	666	780	769	984	1 247
Dette totale de l'Ontario à ses propres fins	79 439	88 580	101 396	101 511	105 474
Ontario Hydro					
Emprunts contractés par la province	4 537	3 835	3 808	3 140	2 885
Passif éventuel					
Hydro	31 789	31 561	29 077	29 027	27 772
Autres	2 219	2 221	2 513	2 759	2 903
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	291 716	305 023	322 874	331 024	346 871
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	23 576	23 544	24 128	24 285	24 582
Dette totale de l'Ontario en pourcentage du PIB	27,2	29,0	31,4	30,7	30,4



États financiers condensés





Opinion du vérificateur provincial sur les états financiers condensés de la province de l'Ontario

Au ministre des Finances :

J'ai vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, l'état de la situation financière de la province de l'Ontario au 31 mars 1998 ainsi que les états du fonctionnement et du déficit accumulé, et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice clos à cette date. Dans mon rapport du vérificateur présenté à l'Assemblée législative en date du 14 août 1998, j'ai exprimé une opinion sans réserve sur ces états financiers. Mon rapport et les états financiers complets sont reproduits dans les *Comptes publics de l'Ontario 1997-1998*.

À mon avis, les états condensés ci-joints de la situation financière, du fonctionnement et du déficit accumulé, et de l'évolution de la situation financière ont été extraits en toute exactitude des états financiers vérifiés de la province.

Les états financiers condensés ne renferment qu'un bref résumé des principales conventions comptables suivies par la province. Ils ne comprennent pas les notes et les annexes afférentes aux états financiers complets. Par conséquent, les états financiers condensés ne contiennent pas toutes les informations requises selon les principes comptables applicables aux gouvernements et recommandés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces états financiers risquent de ne pas convenir à ses fins. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la situation financière de la province, les résultats des activités et l'évolution de la situation financière, le lecteur devra se reporter aux états financiers complets reproduits dans les *Comptes publics de l'Ontario 1997-1998*.

Toronto (Ontario)
Le 14 août 1998

Erik Peters, FCA
Vérificateur provincial

Énoncé de responsabilité des états financiers condensés

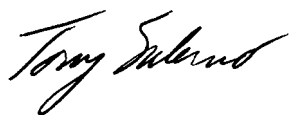
Les états financiers condensés sont extraits des états financiers vérifiés de la province. Ces états sont conformes à la loi et obéissent aux principes comptables recommandés par le Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public et, le cas échéant, par le manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour les entreprises privées et publiques. Le gouvernement accepte la responsabilité de l'objectivité et de l'intégrité des états financiers.

Le gouvernement est également responsable du maintien des systèmes de gestion financière et de contrôle interne pour assurer avec une certitude raisonnable que les opérations consignées dans les états financiers entrent dans le cadre des pouvoirs établis par la loi, que les éléments d'actif sont dûment protégés et que les documents financiers servant à la préparation de ces états financiers sont fiables.

Le sous-ministre
(intérimaire),

Le sous-ministre
adjoint,

Le contrôleur,



14 août 1998



Andersen

14 août 1998

Tony
o



Robert Siddall, CA

14 août 1998

Salern
Colin

Province de l'Ontario

État du fonctionnement et du déficit accumulé

Pour l'exercice clos le 31 mars (en millions de dollars)	Budget 1998	Chiffres réels 1998	Chiffres réels 1997
Recettes			
Impôt sur le revenu des particuliers	14 490	16 293	16 357
Taxe de vente au détail	10 390	10 843	9 964
Impôt sur les sociétés	6 450	7 456	5 852
Impôt-santé des employeurs	2 640	2 851	2 772
Taxes sur l'essence et les carburants	2 515	2 591	2 491
Autres impôts	1 020	1 167	1 030
Total des recettes fiscales	37 505	41 201	38 466
Gouvernement du Canada	5 295	5 098	5 778
Investissement dans les entreprises publiques	2 320	2 291	1 959
Autres recettes	3 280	3 898	3 247
	48 400	52 488	49 450
Dépenses			
Santé	18 087	18 416	17 921
Services sociaux	9 512	9 272	9 273
Éducation et formation	8 930	9 524	8 957
Intérêt sur la dette publique	9 190	8 729	8 607
Environnement, ressources et développement économique	4 940	5 728	6 230
Justice	1 698	1 835	1 720
Administration générale	1 363	1 355	1 467
Frais de restructuration	610	1 595	2 180
	54 330	56 454	56 355
Réserve	650		
Déficit	6 580	3 966	6 905
Déficit accumulé			
Solde au début de l'exercice	108 769	108 769	101 864
Solde à la fin de l'exercice	115 349	112 735	108 769

Province de l'Ontario

État de la situation financière

Au 31 mars	1998	1997
(en millions de dollars)		
Passif aux fins de la province		
Créditeurs et charges à payer	12 686	11 766
Emprunts contractés aux fins de la province	101 982	98 392
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	2 245	2 135
Régimes de retraite	8 062	8 188
Autres éléments de passif	1 247	984
Passif total aux fins de la province	126 222	121 465
Emprunts contractés pour Ontario Hydro	2 885	3 140
	129 107	124 605
Actif financier		
Encaisse et placements temporaires	5 414	5 681
Débiteurs	3 666	2 852
Prêts en cours	2 246	2 158
Autres éléments d'actif	417	543
Biens-fonds à vendre	271	307
Investissement dans les entreprises publiques	1 473	1 155
Avances à Ontario Hydro, garanties par des obligations	2 885	3 140
	16 372	15 836
Déficit accumulé	112 735	108 769

Province de l'Ontario

État de l'évolution de la situation financière

Pour l'exercice clos le 31 mars (en millions de dollars)	1998	1997
Encaisse aux fins des opérations		
Déficit de l'exercice	(3 966)	(6 905)
Encaisse provenant des (servant aux) activités de dotation en capital		
Investissement dans les entreprises publiques	(318)	23
Encaisse provenant des (servant aux) activités de financement, net		
Emprunts contractés aux fins de la province	10 847	6 398
Emprunts remboursés aux fins de la province	(7 257)	(6 492)
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	110	(85)
	3 700	(179)
Autres postes	317	1 320
Diminution de l'encaisse et des placements temporaires	(267)	(5 741)
Encaisse et placements temporaires au début de l'exercice	5 681	11 422
Encaisse et placements temporaires à la fin de l'exercice	5 414	5 681

Résumé des principales conventions comptables

Introduction

Les présentes notes fournissent un résumé des conventions comptables suivies par la province en rapport avec les états financiers condensés. Les états financiers vérifiés publiés dans les *Comptes publics de l'Ontario 1997-1998* renferment des notes plus détaillées sur ces conventions comptables et davantage de renseignements sur la situation financière et les résultats de fonctionnement de la province.

Les états financiers de la province ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et la technique comptable de consolidation recommandées par le Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public (CCVSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) et, le cas échéant, par le manuel de l'ICCA pour les entreprises privées et publiques du Canada. Les investissements de la province en biens durables sont inscrits aux dépenses de l'année où les biens ont été acquis.

Entité comptable

Les présents états financiers constituent un rapport sur les activités du Trésor combinées avec celles des sociétés de la Couronne, des conseils et des commissions qui sont la propriété du gouvernement ou sous son contrôle, et qui sont responsables de l'administration de leurs affaires et ressources financières, soit devant un ministre du gouvernement, soit directement devant l'Assemblée législative.

Ontario Hydro ne fait pas partie de l'entité comptable, car la *Loi sur la Société de l'électricité* empêche le versement à la province de tout excédent enregistré par la Société.

Les fiducies qui sont administrées par le gouvernement, pour le compte d'autres parties, sont exclues de l'entité comptable.

Principes de consolidation

Dans les présents états financiers, les activités des sociétés de la Couronne, des conseils et des commissions classés comme organismes de services du gouvernement font l'objet d'une consolidation proportionnelle avec le Trésor. Le cas échéant, des redressements sont apportés pour présenter les comptes de ces organismes sur une base compatible avec les conventions comptables décrites ci-dessous et pour éliminer les opérations et les comptes importants entre les organismes.

Les entreprises publiques sont définies comme étant les sociétés de la Couronne, les conseils et les commissions qui :

- ont le pouvoir financier et de fonctionnement d'exercer des activités commerciales;
- ont pour principale activité et source de recettes la vente de biens et de services à des particuliers et à des organismes non gouvernementaux;

- sont en mesure de mener leurs affaires et de remplir leurs obligations grâce aux recettes provenant de sources extérieures à l'entité comptable du gouvernement.

Les activités des entreprises publiques sont comptabilisées dans les états financiers selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation. En fonction de cette méthode, les entreprises publiques font l'objet d'un rapport conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables aux entreprises commerciales. Leurs éléments d'actif net sont inclus dans les états financiers sous forme d'Investissement dans les entreprises publiques dans l'État de la situation financière, et leur revenu net est présenté sous forme de poste séparé à l'État du fonctionnement et du déficit accumulé.

Incertitude de mesure

L'incertitude relative à la détermination du montant indiqué pour un poste dans les états financiers est connue sous le nom d'incertitude de mesure. Une telle incertitude se produit lorsqu'il est raisonnablement possible qu'il existe un écart important entre le montant constaté et un autre montant raisonnablement possible, ainsi que cela peut se produire lorsqu'on se sert d'un montant estimatif. Une incertitude de mesure se produit dans ces états financiers en matière d'accumulation des obligations de retraite, de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt sur les sociétés et des frais de restructuration.

Sources de renseignements supplémentaires

Comptes publics de l'Ontario

Les *Comptes publics de l'Ontario 1997-1998* sont constitués des états financiers et de trois volumes :

1. Le **volume 1** renferme les annexes pertinentes au Trésor et les états des ministères. Les activités financières des différents ministères du gouvernement sont inscrites au Trésor selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée.
2. Le **volume 2** renferme les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la Couronne du gouvernement provincial qui font partie de l'entité comptable du gouvernement, ainsi que certains autres états financiers.
3. Le **volume 3** renferme des renseignements détaillés sur les dépenses ainsi que les salaires des cadres supérieurs de la fonction publique de l'Ontario.

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à <http://www.gov.on.ca/FIN/french/budfre.htm>.

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget par le ministre des Finances, le Budget des dépenses pour l'exercice débutant le 1^{er} avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes des programmes de dépenses des ministères, qui sont soumis à l'approbation de l'Assemblée législative en vertu de la *Loi sur les subsides à la Couronne*.

Plans d'activités du gouvernement de l'Ontario

Tous les ans, dans la foulée du budget de l'Ontario et du Budget des dépenses, chaque ministère produit un plan d'activités. Chaque plan comprend un rapport annuel soulignant les réalisations du ministère au cours de l'année écoulée, les prévisions pour l'année à venir, les mesures de rendement qui ont été établies et la façon dont les résultats seront mesurés. On y trouve également un résumé des dépenses. Pour obtenir une version électronique des plans d'activités, il suffit de visiter le site Web du gouvernement de l'Ontario à : <http://www.gov.on.ca/MBS/french/press/plans98>.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant à la Direction des communications du ministère des Finances, 3^e étage, édifice Frost Nord, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1. Pour une version électronique, visitez le site Web <http://gov.on.ca/FIN/french/oecofre.htm>.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant à la Direction des communications du ministère des Finances, 3^e étage, édifice Frost Nord, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1. Pour une version électronique, visitez le site Web <http://www.gov.on.ca/FIN/french/oecofre.htm>.

On peut obtenir des exemplaires gratuits des documents décrits précédemment par la poste en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto.

Questionnaire

Vous pouvez contribuer à l'amélioration des renseignements fournis dans le présent rapport annuel en remplissant le questionnaire ci-dessous et en l'envoyant par la poste au :

Bureau du contrôleur
Rez-de-chaussée, édifice Frost Sud
7 Queen's Park Crescent
Toronto (Ontario) M7A 1Y7
Attention : Robert Siddall, contrôleur

ou par courrier électronique à : siddallr@gov.on.ca

Veuillez cocher T

1. Comment évalueriez-vous la clarté des renseignements fournis dans le présent rapport?

a. clairs ' b. plutôt clairs ' c. pas très clairs ' d. pas clairs '

2. Selon vous, le texte du rapport est :

a. juste assez long ' b. trop court ' c. trop long '

3. Le rapport renferme-t-il suffisamment de renseignements sur les questions suivantes?

, description des recettes	a. assez '	b. pas assez '	c. trop '
, description des dépenses	a. assez '	b. pas assez '	c. trop '
, description de l'actif	a. assez '	b. pas assez '	c. trop '
, description du passif	a. assez '	b. pas assez '	c. trop '
, variation des recettes par rapport au budget et à l'exercice précédent	a. assez '	b. pas assez '	c. trop '
, variation des dépenses par rapport au budget et à l'exercice précédent	a. assez '	b. pas assez '	c. trop '
, variation de l'actif	a. assez '	b. pas assez '	c. trop '
, variation du passif	a. assez '	b. pas assez '	c. trop '

4. Y a-t-il suffisamment de tableaux, de graphiques et d'autres types d'illustrations pour appuyer les renseignements financiers?

a. assez ' b. pas assez ' c. trop '

5. Veuillez nous faire part de toute autre suggestion qui nous aiderait à améliorer le rapport de l'année prochaine.

.....

.....

.....

.....

Notes